

Synthèse de l'atelier « Programmes et socles » du vendredi 7 novembre

Une dizaine de collègues a participé à l'atelier. Nous avons eu la chance de bénéficier de la présence de Denis Paget.

En lien avec le thème de la matinée, le point de départ de l'atelier a été de demander aux participants comment, jusqu'à présent, ils avaient concilié (ou non) validation du socle et programmes.

Il en est ressorti que tous les collègues avaient travaillé en fonction des programmes et avaient validé en bloc (c'est-à-dire tous les élèves hormis les absentéistes chroniques ou ceux dont les résultats étaient vraiment trop insuffisants) le socle à la fin de l'année de 3^{ème}. Cela pour une raison principale : il était inutile de passer du temps à évaluer précisément les élèves, puisqu'en fin de 3^{ème} leurs dossiers étaient souvent repris et validés massivement par le chef d'établissement ou diverses commissions afin de ne pas empêcher l'obtention du brevet.

Certains collègues ont évoqué la nouveauté qu'était, en 2005, cette manière de travailler par compétences, qui aurait nécessité une formation que très peu d'entre eux ont eue. De fait, cela a été pris par une majorité d'enseignants comme une surcharge de travail déconnectée des programmes et des objectifs habituels, un fichage des élèves (puisque sur le LCP devait figurer le nom de l'établissement). Même certains IPR, malgré les formations et les injonctions qu'ils avaient eues, avaient bien du mal à défendre le socle.

Denis Paget a rappelé que la logique du socle initialement prévue n'avait pas été suivie. Il aurait dû y avoir un portfolio qui aurait suivi l'élève, sur le modèle de ce qui se passe dans le monde du travail. On en est arrivé à une hyper-validation des piliers du socle car il avait été question de ne pas pouvoir se présenter au brevet sans avoir validé le socle entièrement.

Il a ensuite expliqué que, si le ministère retient les propositions du CSP, le nouveau socle serait bien moins fastidieux dans la mesure où les cinq domaines ne seraient pas scindés en de multitudes d'items. Il assure ensuite que le chef d'établissement ne pourra plus revenir sur ce qui aura été ou non validé par les enseignants dans la mesure où livret et évaluation terminale seront davantage liés. Se pose en revanche la question du rôle du conseil de classe de fin de 3^{ème} si l'orientation n'en fait plus partie.

On peut aussi espérer des changements :

- En langues : on validerait à niveau B1 et plus A2 (qui correspond au niveau attendu en LV1 en fin de 5^{ème})
- Il y aurait des bilans de cycles (évaluations standardisées pour tous les établissements) mais pas de validation
- Une évaluation terminale du socle qui le validerait : le brevet, qui comprendrait des nouveautés comme une épreuve pluridisciplinaire.
- Le brevet pourrait être la clé pour aller au lycée, ce qui renforcerait le poids de ce premier examen national et protégerait le bac des attaques dont il fait l'objet.

Certains collègues craignent que ces nouvelles épreuves donnent lieu à un bachotage excessif et à une commercialisation de la part d'instituts privés. Mais est-ce que ce sera vraiment pire que maintenant ?

Nous avons terminé l'atelier en soulevant différentes questions telles que l'excès d'évaluation qui ne laisse que peu de place aux apprentissages, le faux débat sur les notes (les couleurs, les sourires....) qui cache en réalité celui du sens et des objectifs de l'évaluation, la lourdeur des programmes impossibles à traiter entièrement, et enfin le décalage pour les élèves que risque de créer un allègement des programmes de collège à l'arrivée au lycée.

Tout le monde a pu prendre la parole, mais bien sûr, nous aurions pu continuer sur ces thématiques bien plus longtemps...